

La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation

n° 47/mars 2011 - 3 numéros par an - www.andev.fr

SOMMAIRE

02 POINT DE VUE

- 02 Les temps de l'enfant se pensent au local
- 04 La conférence sur les rythmes scolaires : un rapport d'étape
- 08 La pause méridienne : un temps qui s'impose

11 ACTUALITÉS ÉDUCATIVES

- 11 Les internats d'excellence
- 13 Textos

16 L'INNOVATION ÉDUCATIVE LOCALE

- 16 L'évolution dans l'organisation du dispositif périscolaire à Reims
- 18 La « Charte des acteurs éducatifs » du Projet éducatif global à Tourcoing

22 CARNET DE TRAVAIL DE L'ASSOCIATION

- 22 Le congrès de Nîmes 2011 : pistes de travail
- 21 La formation des acteurs de l'Éducation au cœur des préoccupations de l'ANDEV
- 22 La déclaration commune JPA/ANDEV sur les rythmes de l'enfant

24 VIE DE L'ASSOCIATION

- 25 Agenda

26 LECTURES

- 24 Présentation de nos partenaires publics

édito



Anne-Sophie Benoit,
Présidente de l'Andev

Les premiers travaux du comité de pilotage de la conférence nationale sur les rythmes scolaires qui ont été publiés le 25 janvier 2011, font état d'une organisation épuisante et déséquilibrée pour les enfants, préconisant ainsi certaines pistes d'amélioration. Si celles-ci semblent extrêmement louables, elles ménagent tous les acteurs éducatifs impliqués, dont les intérêts divergents pourraient être troublés par une réforme en profondeur.

Pourtant, au moment où la nation traverse une vraie crise éducative, on attend plus d'elle une vraie solidarité rassemblant les énergies de chacun, une véritable mobilisation des enseignants, des parents, des associations, des communes, qui placerait l'enfant au centre de la réflexion et non plus en périphérie.

À la lecture des propositions réduites à une diminution des vacances d'été et un retour à une semaine de 4 jours et demi, ce n'est pas le chemin qui semble être tracé.

Quelles qu'elles soient, les positions qui seront prises par l'Éducation Nationale reposeront la question de la légitimité et des moyens des projets éducatifs locaux que l'ANDEV a défendus lors de son audition et à travers les textes qu'elle publie.

La Communale y consacre un dossier spécial pour son numéro 47 et y reviendra certainement lors de la diffusion du rapport définitif en juin.

Parallèlement, l'ANDEV a participé à une formation commune aux acteurs de l'éducation sur le partenariat « Éducation nationale/villes », mise en place par le CNFPT, en partenariat avec l'École Supérieure de l'Éducation Nationale, au sein du réseau des écoles de service public. S'agissant d'une initiative à laquelle l'ANDEV réfléchissait depuis de nombreuses années, la Communale s'est attardée sur les enjeux que ce partenariat représentait pour la co-éducation. Que les membres de la commission permanente qui ont œuvré pour sa concrétisation en soient remerciés !

Les actes relatifs à ces trois journées seront prochainement rédigés et feront l'objet d'une publication au 2^e trimestre 2011.

Les temps de l'enfant se pensent au local

L'aménagement des rythmes de l'enfant est un débat récurrent qui s'est ouvert dans les années quatre-vingt à une époque où les travaux scientifiques de la chrono-biologie commençaient à mettre en évidence l'influence des rythmes de l'enfant sur sa réussite scolaire et également sur son développement.

Particulièrement complexe, il interroge à la fois sur le positionnement du temps de l'école, des loisirs, des vacances et de la famille et, plus généralement, sur l'articulation des moments, des acteurs et des contenus des diverses interventions éducatives auprès de l'enfant, mais aussi sur l'efficacité du système éducatif et sur l'égalité des chances.

Les enjeux sont de plusieurs ordres et affleurent tous les champs institutionnels, pédagogiques, sociétaux et familiaux :

- la lutte contre l'échec scolaire en favorisant la réussite éducative grâce à une organisation chrono-biologique des apprentissages dans le temps en est un premier ;
- l'intégration de l'enfant dans son environnement social, familial et urbain, en l'aidant à construire son autonomie, un deuxième ;
- l'aménagement et la coordination des rythmes de travail et de vie de l'adulte avec celui de l'enfant, un troisième.

Même en s'accordant cependant sur ces enjeux convergents, il a toujours été difficile de réunir un consensus, tant les acteurs éducatifs sont nombreux et les intérêts divergents. Et si l'ambition est aujourd'hui d'en sortir, ce n'est pas chose facile.

Pour autant, le constat d'un calendrier scolaire journalier, hebdomadaire et annuel déséquilibré et déséquilibrant pour l'enfant est aujourd'hui partagé par tous et s'appuie désormais sur certains postulats. La journée scolaire est trop longue, composée d'un grand nombre d'heures de cours séquentielles, conventionnelles et concentrées, auxquelles s'ajoutent des temps, après l'école, sans aucune continuité éducative.

La semaine scolaire comptabilise 4 jours de classe, 24 heures de cours, 4 heures d'accompagnement éducatif et 2 heures d'aide personnalisée, répartis en tranche d'½ heure à 1 heure pour les enfants rencontrant des difficultés passagères.

L'année scolaire compte 36 semaines de cours et un minimum de 10 journées et demi pour les enfants de cycle 3 présentant des signes de fragilité, réparties en 5 périodes entrecoupées de 4 périodes de vacances, soit 10 à 15 jours de congés toutes les 7

semaines de classe (dans le cadre d'une répartition par zone) et 2 mois de vacances d'été.

La journée de l'enfant s'alourdit, pour les plus chanceux, par les temps de transport, de pause méridienne et de garderie organisés par les collectivités.

On assiste donc à une complexification de l'organisation des différents temps de vie quotidienne, une fatigabilité croissante de tous les enfants – notamment ceux qui sont les plus éloignés de l'action éducative, ceux que l'on appelle les « décrocheurs du système scolaire » – d'autant plus obscure qu'elle interroge les scientifiques, les fédérations de parents d'élèves, les acteurs économiques – notamment ceux du tourisme et des transports –, les communes, les associations.

Et c'est bien là que le bât blesse, car le temps de l'enfant concerne tout le monde.

L'ANDEV considère donc que la définition d'un cadre national est aujourd'hui nécessaire pour éviter l'éparpillement. L'État est le premier responsable de l'éducation sur l'ensemble du territoire et il lui appartient de veiller à l'effectivité de l'égalité des chances, au nom du principe de l'égalité républicaine.

Chaque territoire ayant cependant ses propres spécificités, le cadre défini devra faciliter la mise en œuvre de démarches territoriales. Ces dernières devront être pragmatiques, de façon à permettre de s'entendre sur des fondements et les modalités de changements, mais aussi globalisante (en croisant tous les temps de l'enfant) et, dans le cadre d'un continuum éducatif, surtout structurante en associant tous les partenaires éducatifs (le principal étant le parent, dont il faut se rappeler qu'il est le premier éducateur de l'enfant).

C'est le sens du projet éducatif local, lieu privilégié de discussion et de concertation, porteur de cohérence territoriale et garant d'une complémentarité des actions éducatives, dans une co-construction avec les différents acteurs éducatifs. Expression d'une volonté et d'une réflexion locales, ce projet devra toutefois obéir à quelques principes généraux.

- La perspective de mise en cause des rythmes laisse en effet entrevoir des économies d'échelle, tant en investissement qu'en fonctionnement, qui généreront une augmentation des finances locales, en constante diminution depuis quelques années. L'État devra donc revenir sur ses réductions drastiques.
- Un temps de dialogue avec les familles devra être restauré dans le cadre général d'une co-éducation, voire d'une pluri-éducation. S'il apparaît à de nombreux acteurs que le retour au samedi matin

sera difficile (pour les familles recomposées par exemple), il convient d'inscrire le dialogue parental en formalisant des espaces temporels (dans la semaine) et des espaces géographiques (lieux accueil des parents) organisés au sein de l'école. La suppression du samedi matin, seul jour où les parents disponibles pouvaient se rendre à l'école et rencontrer les enseignants, a engendré une dégradation de la communication avec les parents.

- Les partenaires devront dépasser les limites de leurs responsabilités structurelles pour aboutir à un engagement commun assumé : celui de la réussite et de l'épanouissement de chaque enfant. Ils devront reconsidérer les temps investis et reconstruire une continuité éducative. Les enseignants devront en effet repositionner leur nombre d'heures et, de fait, réorganiser les emplois du temps. La commune devra revoir le temps de pause méridienne ainsi que les activités péri et extrascolaires ; reconstruire un temps de continuité le mercredi après-midi avec les centres de loisirs, les associations ; réfléchir sur leurs offres culturelles, sportives et confessionnelles. Les parents d'élève, quant à eux, devront harmoniser leur rythme d'adulte avec celui des enfants.

- Les rythmes scolaires seront pensés dans leur globalité, à savoir, d'une part, à tous les âges dans le 1^{er} et le 2nd degré – sachant qu'une attention particulière devra être apportée à l'école primaire, là où se forment les destinées (une concertation sera nécessaire entre commune, département et région à la recherche d'une cohérence élémentaire/secondaire) – et, d'autre part, sur tous les temps de l'enfant, y compris celui de la pause méridienne.

Quelles que soient son évolution et l'issue de ses débats, l'aménagement des rythmes sera révélateur du partage des rôles et des responsabilités éducatives entre les partenaires institutionnels et la famille et de l'existence de politiques éducatives territoriales. Ce sera une façon de reconnaître qu'il peut exister un espace local éducatif partenarial, porteur d'avenir et d'intégration sociale.

Par Anne-Sophie BENOIT.
Présidente de l'ANDEV,
Directrice « Enfance Jeunesse »
à Dunkerque.



La conférence sur les rythmes scolaires : un rapport d'étape

La conférence sur les rythmes scolaires, mise en place le 7 juin 2010, vise à instaurer un débat le plus large et le plus riche possible. Un rapport de synthèse vient de paraître (janvier 2011).

Ce rapport de synthèse est destiné à rendre compte, à la fois, des constats et des propositions issus des auditions nationales conduites par le comité de pilotage, des débats organisés dans les académies, ainsi que des contributions de toute nature recueillies en particulier sur la plateforme Internet dédiée <http://www.rythmes-scolaires.fr/conference>. Le champ de l'étude concerne le primaire et le secondaire.

Les auteurs de ce rapport exposent longuement la méthode et se félicitent d'un travail en profondeur qui a, selon eux, fortement mobilisé les services de l'Éducation, les élus et même la société civile. Toutefois, d'éventuelles particularités des écoles privées ne sont pas mentionnées.

Des principes affirmés par tous

Du débat émergent **des points faisant consensus** :

- une volonté de changement quasi unanime ; le bien-être de l'enfant et ses apprentissages au centre du débat ;
- l'évolution des rythmes scolaires engage une réflexion globale dépassant très largement les simples considérations d'organisation du temps. Il touche aussi au contenu des enseignements, à la manière d'enseigner, aux rôles et aux missions de tous les acteurs éducatifs, y compris les collectivités territoriales, à la place faite aux partenaires ;
- l'importance de l'évolution de la société doit, elle aussi, être prise en compte : vie des familles, travail des parents, transports, implication des collectivités territoriales, temps libres.

Des constats partagés : actuellement, la situation est particulière en France car l'organisation du temps scolaire compte l'un des plus grands nombres d'heures de cours en Europe réparties sur un nombre de jours de classe parmi les plus bas. Elle impose aux élèves une charge de travail quotidienne parmi les plus élevées du monde.

Ainsi, (sources OCDE) :

- les élèves de l'école primaire en France ont un volume horaire quotidien parmi les plus élevés d'Europe et paradoxalement le nombre de jours d'école le plus faible d'Europe, avec 144 jours de classe, contre par exemple 190 au Royaume-Uni, 210 en Italie et au Danemark ;
- le volume horaire annuel d'enseignement dispensé aux élèves du collège, se situe au-dessus de la moyenne des pays européens : 741 en Suède,

826 en Finlande, 925 en Angleterre contre 1 026 en France ;

- l'horaire annuel du lycée français est supérieur de 10 à 20 % à celui des pays européens qui obtiennent les meilleurs résultats dans les évaluations PISA.

Cette organisation est en totale contradiction avec le rapport de janvier 2010 de l'Académie nationale de médecine qui estime qu'« il faudrait une année scolaire de 180 à 200 jours, 4 à 6 heures de travail par jour selon l'âge de l'élève, 4 jours et demi à 5 jours de classe par semaine en fonction des saisons ou des conditions locales ».

Le rapport présente de nombreux éléments confirmant ce paradoxe et affirme que la semaine de 4 jours et la brièveté de l'année scolaire sont sans équivalent à l'étranger. Il affirme également que la gouvernance en France est plus centralisée.

Au titre des constats, il faut également prendre en compte des évolutions de la société, le travail des femmes, les familles monoparentales, les contraintes professionnelles et la fatigue due aux transports.

Un accord sur les points à revoir prioritairement

La journée est trop longue et fatigante à tous niveaux : amplitude trop longue pour les plus jeunes, temps d'apprentissage qui ne prennent pas en compte les temps de concentration optimale et les temps de moindre vigilance ; pauses méridiennes tronquées, temps de restauration trop courts.

La semaine de 4 jours à l'école primaire est inadaptée et fait l'unanimité dans la description de ses

inconvenients : fatigue des élèves et resserrement des enseignements.

L'année scolaire est déséquilibrée : mois de juin inexistant et premier trimestre inutilement long. L'équilibre des 7 semaines de travail pour 2 semaines de repos n'est pratiquement pas respecté.

Le temps global de l'enfant est morcelé par une succession de temps, de lieux et de personnels qui se juxtaposent au lieu de porter un même projet. Les temps de vie « hors temps scolaire » sont trop laissés aux solutions individuelles et aux aléas locaux.

Les devoirs viennent alourdir une journée déjà bien longue et sont source d'inégalité car ils sont réalisés en dehors du temps scolaire. Rappelons qu'ils sont interdits à l'école primaire. La prescription date du 29 décembre 1956 : « Aucun devoir écrit, soit obligatoire, soit facultatif, ne sera demandé aux élèves hors de la classe », ordonne alors le cabinet du ministre de l'Éducation, René Billères.

L'aide personnalisée, si elle prive l'élève d'une pause méridienne nécessaire, s'inscrit aussi en négatif. La place de ces temps est déterminante.

La durée des vacances d'été est, quant à elle, source de disparité : vacances familiales, culturelles, activités enrichissantes pour les uns, vacuité d'un temps non mobilisé, télévision et ennui pour les autres, livrés à eux-mêmes.

Une synthèse des principaux avis partiellement consensuelle

Si les avis convergent globalement sur certains points, les débats restent ouverts sur des questions essentielles, notamment :

- les horaires et une charge de travail à adapter au niveau d'enseignement : les organisations de parents et d'enseignants recommandent par exemple un temps d'enseignement journalier modulé de l'élémentaire au lycée (5 heures, 6 heures, 7 heures) ;
- une journée moins lourde et non pas nécessairement moins longue qui alterne suffisamment les activités pour respecter les biorythmes de l'enfant et éviter la fatigue (incluant le travail personnel) et des pauses qui soient de vrais temps de repos.

Mais les avis divergent sur l'expérimentation en cours (sport l'après midi) pour différentes raisons :

- elle ne respecte pas vraiment les rythmes des jeunes : la matinée est trop longue ;
- la culture et la vie associative n'ont pas été mises en avant dans l'organisation de ces après-midis ;
- la crainte que les activités ne soient plus encadrées par des enseignants mais par des bénévoles ou des personnels non qualifiés.

Les repères pour une réforme réussie

Une semaine à rééquilibrer dans le primaire mais il n'y a pas d'unanimité dans les propositions.

La grande majorité des organisations entendues, toutes catégories confondues, se prononce toutefois pour une semaine de 4,5 jours – ou de 9 demi-journées – afin d'équilibrer le rythme et la charge de travail sur la semaine.

En dépit des préconisations des chrono-biologistes, on note un attachement très fort au samedi libéré et donc au week-end de 2 jours, en insistant notamment sur le cas particulier des familles recomposées. L'intérêt d'un samedi matin scolaire favorisant les contacts avec les familles, permettant de prendre son temps, est loin d'être majoritaire.

Un 7/2 (7 semaines de travail, 2 semaines de repos) à rendre effectif : le calendrier des vacances est loin de faire consensus, mais on s'accorde toutefois sur l'objectif à privilégier : « Il faut se rapprocher du 7/2. »

Des vacances d'été en débat : les organisations auditionnées sont partagées, les avis sur le Web également, mais une diminution serait envisageable si elle entraînait une meilleure alternance des temps de travail et des temps de vacances.

Des programmes à revoir mais dans quelle direction ? La question des programmes débouche sur des oppositions de fond : nombre de parents et enseignants souhaitent les voir allégés ou recentrés sur les fondamentaux, tandis que d'autres défendent la nécessité de solides connaissances pour s'insérer dans la société.

Enseignant : un métier qui doit évoluer, mais comment ?

Un premier constat : les représentants des personnels parlent de défiance et de crainte, d'un moment défavorable en raison des suppressions de postes. Les pistes proposées divergent : nouvelles missions des enseignants ? Temps de présence accru dans l'établissement ? Des évolutions seraient envisageables pour les syndicats si elles produisaient une réelle amélioration des conditions de travail.

Le principe : un enseignant pour une classe est remis en cause par certains, cette réforme permettant de réduire le temps de travail, éventuellement annualisé, des professeurs.

Adapter la gouvernance

Le projet doit proposer une réflexion aboutie sur l'articulation entre les différents niveaux de décision, afin de concilier avec la plus grande souplesse cadrage national et action menée au niveau des collectivités et des établissements et, ainsi, répondre au mieux aux disparités locales.

L'idée de 2 zones pour l'organisation du calendrier scolaire a été évoquée.

Pour mieux piloter les évolutions des rythmes, il faut organiser le dialogue entre les responsables nationaux, les responsables scolaires locaux et les collectivités territoriales.

Il faut une double anticipation :

- **Anticiper le changement.** Les modifications des rythmes scolaires ont de fortes répercussions sur la gestion quotidienne des collectivités territoriales. Elles demandent donc à pouvoir disposer de temps de manière à engager les échanges préalables, à bâtir des dispositifs à même de répondre aux besoins identifiés.

Il est important de toujours pouvoir prévenir et préparer les personnels impliqués, notamment les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM).

- **Anticiper dans la durée.** L'idéal serait de donner du temps aux collectivités avant une mise en œuvre effective ; ceci pour optimiser et peaufiner le projet, tant du point de vue des collectivités que de l'Éducation nationale, mais aussi pour donner aux familles l'assurance de la stabilité qu'elles demandent et éviter des changements fréquents.

Les représentants des cultes se disent très attachés au principe de « laïcité à la française » qui respecte toutes les croyances et la demande d'une demi-journée pour l'enseignement religieux n'est pas unanime.

Éviter la « guerre des temps » dans l'organisation des rythmes scolaires du *xx^e* siècle

Le constat est unanime : si c'est la recherche des meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves qui doit guider les choix en matière d'organisation du temps scolaire, la réflexion doit cependant prendre en considération tous les temps, ceux de l'enfant, mais également ceux des adultes, les espaces et lieux de vie où ces temps se déroulent, dans l'école et hors l'école.

Il faut élaborer des propositions visant à concilier temps de l'école, temps de la famille, temps du périscolaire et temps sociaux en conjuguant les

préconisations des travaux des scientifiques sur les rythmes biopsychologiques des enfants et les nouvelles réalités du travail, les nouvelles organisations familiales.

Un zonage pour l'été est évoqué, sachant qu'actuellement la période de pointe des professionnels du tourisme est celle qui court du 15 juillet au 15 août. Leur demande est une saison estivale du 15 juin au 15 septembre. La nécessité d'une coordination européenne des vacances est posée, l'industrie touristique française dépendant également des autres pays pour éviter les concentrations sur des périodes déjà très chargées.

Cette réforme doit se préoccuper de tous les temps de l'enfant dans la définition d'une nouvelle organisation des rythmes scolaires. Tous les rythmes sont concernés : à ce titre, le projet de revenir à 9 demi-journées obligatoires ne saurait être une mesure isolée mais un élément d'une réflexion globale sur les facteurs de fatigue et les conditions d'apprentissage des élèves.

Ce projet complet, prenant en compte aussi bien la répartition quotidienne des heures que la ventilation hebdomadaire et l'étalement annuel, répondra à tous les sujets induits par cette perspective générale, à savoir :

- la variabilité des rythmes selon les âges ;
- une réflexion sur le zonage ;
- l'organisation du temps libre ;
- le positionnement des examens dans le calendrier annuel ;
- la coordination des temps scolaires, péri et extrascolaires ;
- mais aussi toutes les répercussions d'une évolution des rythmes scolaires sur la vie de l'École, que ce soit en matière de programmes, de modalités et d'outils d'enseignement, de considération des missions et des temps de service des enseignants.

Il faut évaluer les coûts des différents scénarios. La question du financement doit en effet être un levier, non un frein. L'État et les collectivités territoriales doivent pouvoir s'appuyer sur un chiffrage clair avant de décider des priorités de leur politique éducative.

D'ores et déjà, le monde du tourisme subodore des pertes d'emploi pour tout changement du calendrier (les marchés forains auraient perdu de la fréquentation à cause de la suppression du samedi matin).

Quelques rappels généraux

Le système scolaire français, avec 10 millions d'élèves, plus de 730 000 enseignants et près de 61 milliards d'euros de budget en 2011, a un défi majeur à relever : assurer la réussite de tous les

jeunes dans la perspective de leur insertion professionnelle et sociale. Une nouvelle organisation des rythmes scolaires poursuit les objectifs assignés par le code de l'Éducation : donner à tous les élèves un socle commun de connaissances et de compétences à l'issue de la scolarité obligatoire, leur assurer « une qualification reconnue » et « contribuer à l'égalité des chances ». La mission de l'École est de proposer à tous les élèves les meilleures conditions de vie scolaire, les plus favorables à leur apprentissage et à leur réussite.

Les zones urbaines sont mieux dotées que les zones rurales pour ce qui relève des équipements culturels et sportifs, centres de loisirs, personnels de collectivité disponibles. L'accès aux activités et aux services y est plus facile. Les élèves de zone rurale sont dépendants de transports souvent décrits comme longs et fatigants et n'ont aucune autonomie de déplacement pour d'éventuelles activités.

■ Trop d'écrans électroniques ?

Les enfants et les adolescents passent la plus grande partie de leur temps libre devant les écrans, télévision pour les plus petits, Internet et jeux vidéo pour les adolescents qui se rencontrent virtuellement sur les réseaux sociaux. Les taux d'audience sont comme rythmés par le temps scolaire. La fréquentation est élevée dans la journée pendant les congés scolaires ainsi qu'avant et après l'école. La fréquentation tardive est accentuée les veilles de congés.

Les plus de 15 ans passent ainsi en moyenne 3 h 37 par jour devant le petit écran, les 4-10 ans, 2 h 12. L'audience est particulièrement importante le matin avant l'école, créneau sur lequel se concentre l'essentiel de l'offre jeunesse.

En 2009, les 4-10 ans ont regardé plus longtemps la télévision que les 11-14 ans.

Les jeunes se couchent de plus en plus tard : 13 % des 4-10 ans et plus de 18 % des 11-14 ans sont devant le téléviseur entre 20 h 30 et 22 h 30 les veilles de jour d'école. Par ailleurs, la durée et le mode de consommation de la télévision, ainsi que le type de programme et les horaires de visionnage doivent impérativement être adaptés à l'âge de l'enfant.

Ainsi, seuls les programmes pour enfants devraient être regardés par ces derniers avant l'âge de 8 ans : le visionnage de 10 minutes de programmes représente en effet un temps de concentration déjà élevé. Un très jeune enfant exposé à la télévision reçoit un flux d'images et de sons qu'il ne comprend pas et qui peuvent entraver son développement.

Pour compléter la réflexion

Il y a une forme « d'urgence » à statuer : l'attente est grande, les parents espèrent des réponses concrètes dans un délai proche. La consultation une fois lancée, elle doit maintenant aboutir de façon visible ; différer les réponses pourrait avoir un impact négatif sur l'opinion publique. Les parents attendent des réponses qui s'inscrivent dans la durée. « Il ressort de ces consultations que les familles recherchent une stabilité. Elles ont besoin d'être sûres de ce qu'on leur offre. » Les maires de France craignent une nouvelle réforme éphémère et souhaitent une réforme pérenne.

Des questions concernant essentiellement le secondaire ne sont pas reprises dans cet article, l'ANDEV s'adressant essentiellement au primaire. Pourtant, les collèges et les lycées pourraient devenir des lieux de vie et donc s'intégrer dans une politique jeunesse territoriale.

De même, l'expérience de l'enseignement agricole peut nourrir la réflexion sur les rythmes scolaires. Cet enseignement prend en charge des élèves et des étudiants, de la classe de 4^e au doctorat, du lycée professionnel au supérieur court ou long (recherche agronomique) avec un particularisme géographique car les établissements sont inscrits dans le territoire qu'ils animent. Unités à taille humaine, les établissements sont parfaitement ouverts sur leur environnement.

Enfin, la problématique des départements et territoires d'Outre-mer est jugée différente, avec des particularités locales dues aux enseignements religieux, la question des transports et du rythme quotidien des activités en raison du climat.

Par Patrice DAVID.

Secrétaire national de l'ANDEV au développement du site Internet,

Chargé de mission à Montbéliard.

La pause méridienne : un temps qui s'impose

« Entre deux » temps d'enseignement, la pause méridienne doit répondre aux différents besoins de l'enfant tant au niveau nutritionnel qu'éducatif. Malmenée par la réforme des rythmes scolaires on pourrait craindre qu'elle serve de variable d'ajustement. Heureusement, élus et professionnels sont de plus en plus conscients de son importance.

À la fin du XIX^e siècle, la mise en place de lieux de restauration pour les enfants des écoles s'est faite de façon spontanée, selon les besoins et au « fil de l'eau ». En effet, si dans les années 1880, les lois Ferry rendent l'école obligatoire, laïque et gratuite, le temps du midi n'est pas encore reconnu. Au fur et à mesure et par nécessité, des cantines vont naître, souvent organisées par des institutions de charité, parfois avec l'aide de la commune et/ou de l'école, mais déjà sans aucune intervention de l'État.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, en effet, la « cantine » n'est qu'un lieu où l'on se nourrit. Il n'est alors ni question d'équilibre alimentaire ni de repos. Ce n'est qu'à partir des années cinquante, que des textes évoquent la cantine et, à travers elle, l'idée d'une alimentation rationnelle ou d'une éducation nutritionnelle. Puis, poussé à la fois par le développement de cette activité et par les évolutions des techniques de production, on passera de la cantine au restaurant scolaire, celui-ci s'intégrant pleinement à la politique sociale de la commune. Les années soixante-dix et quatre-vingts verront évoluer :

- la réglementation en matière de sécurité et d'hygiène alimentaire ;
- la réglementation sur les taux d'encadrement et les modes d'accueil des enfants sur le temps du midi ;
- des formations à destination des personnels de restauration scolaire.

C'est dans les années quatre-vingts que les premières recommandations pour la mise en place d'actions éducatives sur le temps de la restauration scolaire apparaissent, sans moyens cependant. « Le temps de midi » est reconnu comme un temps éducatif.

Enjeu majeur

Aujourd'hui, la restauration scolaire reste une dépense facultative pour les communes. Les modalités d'organisation sont très variables selon la taille des collectivités et selon la politique éducative menée

sur le temps du repas. Mais plus personne ne nie son importance. Ainsi, dans une étude comparative menée auprès des maires par l'ANDEV et l'AMF en 2009, 26 % des maires indiquaient vouloir opérer un développement important durant leur mandature à la pause méridienne et 71 % annonçaient qu'ils maintiendraient les efforts réalisés au cours du précédent mandat. Du côté des professionnels, 98 % des directeurs de l'Éducation interrogés par l'ANDEV pour son congrès 2010 considèrent cette pause comme un enjeu majeur pour leur collectivité et pour les années futures.

Continuum éducatif

Le temps de restauration scolaire constitue pour les familles un mode d'organisation matérielle et/ou un enjeu économique et, pour les communes, un enjeu de santé publique et éducatif. Pour jouer ce rôle, la pause méridienne doit être intégrée de façon pleine et entière au service public d'éducation. Elle ne doit plus constituer une rupture dans les différents temps de l'enfant, mais, au contraire, faire en sorte qu'un continuum éducatif se mette en place de façon lisse et transparente pour l'enfant. Or, certains éléments peuvent constituer un blocage à la mise en pratique de cette « volonté éducative », notamment :

- la durée de la pause méridienne, qui est variable en général pour le 1^{er} degré entre 1 h 30 et 2 heures ;
- les locaux et les effectifs, qui engendrent la mise en place de 2, voire 3, services et donc des temps de repas très courts ;
- le manque de professionnalisme sur ce temps, lié à la fois à la typologie des personnels, notamment d'encadrement.

Cohésion d'équipe

Le temps de la pause méridienne présente des angles multiples : repos, détente, animation. Pour le réguler, une présence adulte est nécessaire. « Si les

enfants se sentent installés dans une sécurité affective, ils libèrent alors sans retenue leurs émotions et leur langage oral. Ils peuvent ainsi s'accorder aux émotions des partenaires, rendre lisibles et fonctionnelles leurs compétences cachées ou inhibées et en acquérir de nouvelles. » (Hubert Montagner)

En 2009, lors de son congrès, l'ANDEV avait mis en évidence la nécessité de la professionnalisation de ce temps, au regard des personnels, avec la question des métiers et des complémentarités à mener. Les équipes qui interviennent sur le temps du midi, sont constituées à la fois des personnels de restauration, et des personnels d'animation, qui peuvent être soit des enseignants, des étudiants ou encore des personnels municipaux, comme les ASEM ou les animateurs de centre de loisirs.

Pour qu'il existe une cohésion de l'équipe et que le projet éducatif soit mené de façon pertinente, chacun doit connaître ses missions et ses objectifs. La professionnalisation passe donc par de la formation et de l'information sur le projet municipal d'éducation et son implication sur le temps du midi, les règles d'hygiène et de sécurité alimentaire, les

rythmes chrono-biologiques et la connaissance du métier de chacun et de sa reconnaissance. Plusieurs collectivités se sont ainsi investies dans l'écriture d'une « charte de la pause méridienne » qui permet à la fois de donner un cadre, mais aussi de préciser les objectifs éducatifs afin qu'ils soient connus de tous.

Question de temps

Un des principaux problèmes rencontrés autour de la pause méridienne reste le manque de temps. La durée d'une heure et demie est trop courte pour que l'enfant se repose, notamment si on y intègre un temps de transport pour se rendre au restaurant scolaire. Or, comme le rappelle René Clarisse, maître de conférences en psychologie : « [...] aucun organisme n'échappe à ce besoin de récupération qu'il prenne la forme d'une sieste, de moments d'évasion et/ou d'inactivités, de rêveries... Voilà pourquoi nos préconisations en matière de rythmes revendiquent un aménagement du temps qui préserve dans l'idéal une

DEUX EXPÉRIENCES

REIMS ADOPTE UNE CHARTE DE LA PAUSE MÉRIDIDIENNE

La ville de Reims a souhaité se positionner comme partenaire éducatif en inscrivant les actions des différents services de la ville intervenant sur les temps périscolaires dans un projet éducatif partagé avec l'Éducation nationale, les familles et l'ensemble des partenaires. Ainsi, depuis la rentrée scolaire 2009-2010, une nouvelle organisation des 3 temps périscolaires et une gestion unique, assurée par la direction de l'Éducation, ont été mises en place. Des postes d'animateurs coordinateurs ont été créés, pour la rentrée 2010-2011, sur 40 groupes scolaires et, à la prochaine rentrée, l'ensemble des groupes scolaires sera pourvu. Par ailleurs, dans les écoles maternelles, une implication des ASEM dans les temps périscolaires repositionne ces personnels de la petite enfance comme des adultes référents auprès de l'enfant tout au long de la journée. En élémentaire, des équipes d'animateurs (enseignants, étudiants, animateurs...) assurent l'encadrement des enfants sur les temps de pause méridienne. Au cours du premier semestre 2010, un groupe de réflexion réunissant des personnels de restauration, des animateurs coordinateurs, des ASEM, s'est mis en place afin de travailler à l'écriture d'une « Charte de la pause méridienne ». Les objectifs éducatifs ont été définis et partagés par l'ensemble des participants, ainsi que les missions et/ou actions qui en découlent.

LILLE ET DIJON FONT PREUVE DE SOUPLESSE

À Lille, la pause méridienne est de 2 heures, de 11 h 30 à 13 h 30. Cependant, dans certains groupes scolaires, la rentrée en classe se fait à 13 h 15. De 13 h 15 à 13 h 30 les élèves bénéficient d'une séance de relaxation dispensée par un animateur. Cette séance leur permet ainsi d'être disponibles aux apprentissages dès la reprise des cours. À Dijon, la pause méridienne est également de 2 heures, de 11 h 50 à 13 h 50. Quelques familles ayant exprimé le souhait de déjeuner avec leurs enfants, la ville a offert cette possibilité, à la rentrée scolaire 2010-2011, dans 5 groupes scolaires (dont 4 où le taux de professionnalisation des femmes est important et un dans un quartier sensible). Les familles ont le choix entre une reprise des enfants jusqu'à 12 h 30 (si à 12 h 30 l'enfant est toujours là, il déjeunera au service suivant) ou un retour possible à partir de 13 h 30, pour un démarrage des cours à 13 h 50. Le choix doit se faire par fratrie et il n'y a pas de cumul possible entre les deux options. Ce service fait l'objet d'une tarification à un euro par enfant et par jour. Il reste peu utilisé, notamment en période hivernale, bien qu'il ait été fortement sollicité par les familles.

interruption des activités scolaires de deux heures sous réserve que cette pauvreté sse bénéficie d'une véritable réflexion éducative. »

La pause du midi doit, en effet, avant tout être un temps de repos permettant de se régénérer pour que l'enfant soit dans les meilleures conditions possibles pour l'après-midi. Sur ce temps, l'enfant a notamment besoin de sécurité physique et affective. Il faut donc organiser au mieux l'entrée en salle, le repas et la sortie en respectant le calme, l'hygiène, l'autonomie et en favorisant la socialisation. Les besoins chrono-biologiques de l'enfant, notamment des plus petits, doivent ainsi être pris en compte, en n'hésitant pas à avancer l'heure de la sieste, par exemple, ou encore en organisant des activités restant au même niveau que le sommeil.

Il faut enfin réfléchir au type d'activités proposées. Se détendre ne veut pas dire ne rien faire. Mais les activités menées doivent respecter le fait qu'à ce moment de la journée la capacité de vigilance ou d'attention des individus est très faible et que ce temps n'est pas du temps scolaire. L'enfant doit pouvoir choisir de jouer seul, ou avec ses camarades, de lire ou d'écouter, de participer à une activité encadrée ou de ne rien faire ou encore dormir. Des temps d'échanges peuvent être organisés et, à

l'inverse, des activités physiques soutenues après le repas ne seraient pas appropriées.

Partage de responsabilités

La pause méridienne a été largement bousculée par la modification de la semaine scolaire et la mise en place de l'aide personnalisée. Aujourd'hui, elle semble faire l'objet de beaucoup d'attention de la part des membres de la conférence sur les rythmes scolaires et chacun s'accorde à dire qu'elle peut et doit jouer un rôle essentiel dans l'aménagement de la journée scolaire. Cela supposera que les communes dégagent de nouveaux financements, sauf à intégrer les temps de l'Éducation nationale dans le cadre d'un continuum éducatif où serait reconnu le partage des responsabilités et des budgets « collectivités locales et État ». Cela ne pourra se faire que dans le cadre d'une évolution globale des temps de l'enfant sur la semaine, voire sur l'année scolaire et pas uniquement sur la journée.

Par Ornella DEL GIUDICE.

Coordinatrice du réseau régional « Nord-Est » de l'ANDEV,

Directrice de la caisse des écoles de Reims.



Les internats d'excellence

La grande vogue de l'internat

Le film *Les Choristes* a donné le ton d'une remise en scène de l'internat en tant que solution éducative. De fait, séries télévisées et articles de presse se sont multipliés, développant tous des points de vue contrastés sur le sujet, mais mettant en tout cas l'internat au devant de la scène, entre solution surannée et dangereuse pour les uns, chance à saisir pour les autres assortie de nouveaux objectifs scolaires et éducatifs.

L'historique des internats trouve ses sources dans des voies multiples

- On peut distinguer 4 types d'internats :
- en capote à galon doré : les orphelins du jeudi et du dimanche ;
 - du centre de redressement au centre éducatif fermé pour les mineurs délinquants ;
 - l'internat nécessaire pour les ruraux éloignés de leurs collèges et lycées ;
 - l'internat de « l'entre soi » pour les enfants de riches.

Sans vouloir être exhaustif, l'énoncé de ces différents types d'établissements met bien en évidence la relation étroite entre leur contenu et les préoccupations sociales du moment.

Le programme de réussite éducative relance l'internat dans une optique de prévention précoce

La loi de 2005 de Jean-Louis Borloo, lance le programme de « réussite éducative » (PRE) qui formalise de façon cohérente et structurée le volet éducatif de la politique de la ville. Succédant à la démarche « veille éducative » et élargissant ses objectifs, ce dossier vient s'articuler avec les moyens de l'éducation prioritaire de l'Éducation nationale.

Structuré en direction de publics en fragilité, dans une optique délibérément de prévention, le PRE vient naturellement rencontrer la démarche de l'internat comme solution temporaire choisie par les parents pour prévenir des difficultés au niveau de leurs enfants.

L'accès à l'internat marque un contrat quadriparti entre l'enfant, ses parents, l'équipe de l'internat et le milieu scolaire et éducatif qui entoure la vie de l'enfant.

Dans ce contexte, les quelques villes qui ont conservé un internat issu de politiques communales anciennes retrouvent un second souffle en intégrant leur équipement au sein de la réussite éducative et des acteurs engagés dans la démarche. De plus, de nombreuses collectivités réfléchissent à mettre en œuvre ce type de solution, qui correspond à un besoin notablement identifié par de nombreux travailleurs sociaux.

Priorité aux internats d'excellence : la méritocratie au plus grand bénéfice des enfants des quartiers prioritaires

Trois ans après le lancement du PRE, l'idéologie du mérite met fin à la prévention et promeut l'excellence pour les enfants en lieu et place des autres mesures. Intégré pour faire bonne mesure dans les cordées de la réussite au côté du *busing* (déplacer les enfants d'un quartier en utilisant les transports) et des actions plus consensuelles (ouverture des classes préparatoires dans les grandes écoles pour les jeunes des territoires en contrat urbain de cohésion sociale – CUCS), cette disposition met fin à l'aventure des internats de réussite éducative et des multiples projets en voie de montage de la part de nombre de collectivités.

Les internats de réinsertion scolaire pour les adolescents perturbateurs : dernier avatar d'une politique gouvernementale constamment tournée vers le sécuritaire

Le 5 mai, le président de la République a annoncé un certain nombre de mesures pour lutter contre les violences scolaires. Parmi celles-ci, à destination des « élèves perturbateurs », la création d'internats accueillant pour une durée d'au moins un an, 20 à 30 élèves de 13 à 16 ans. Ces jeunes auront la par-

ticularité d'avoir été exclus au moins une fois par décision d'un conseil de la discipline.

Outre la maîtrise des savoirs fondamentaux, l'enseignement accordera une place importante à la pratique du sport tous les après-midi et à la découverte des métiers.

Les personnels seront composés de professeurs volontaires de l'Éducation nationale et d'éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse. Il s'agirait de structures d'un type nouveau, basées sur une pédagogie qui mettra l'accent sur l'apprentissage des règles, le respect d'autrui et le goût de l'effort.

La fin des internats de réussite éducative basée sur la prévention

Durant ces temps de crispations, l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) prépare des financements accordés en réussite éducative. L'arrêt va : c'est ainsi qu'à Lyon, qui gère un internat accueillant 72 enfants de 6 à 14 ans et couvrant le cycle élémentaire et les deux premières années de collège, le financement baisse de 485 000 à 310 000 euros en 2010, puis à

150 000 euros prévus sur 2011, sans aucune visibilité pour l'avenir.

Mais qui prendra le risque de poursuivre une telle action, forcément coûteuse, qui a besoin de temps, alors que les départements, acteurs de la protection de l'enfance, et notamment de la prévention précoce, pourraient créer une articulation entre la réussite éducative et leur cœur de métiers ?

Conclusion : une autre chance d'insertion

Les modèles d'internat à l'étude sont certes nombreux et différents dans leur approche de la difficulté comportementale. Ils nécessitent cependant une attention particulière en ce qu'ils permettent aux enfants perturbateurs et indisciplinés de bénéficier d'outils de prévention, voire d'excellence, qui leur évite les dispositifs d'exclusion.

Par Bernard MEYRAND,
Vice-président de l'ANDEV,

Directeur du « projet éducatif » de Lyon.

FOCUS

Textes de références

- Loi 2005-32 de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 portant sur le projet de « réussite éducative » (programmes 15 et 16).
- Texte sur les internats d'excellence « dynamique espoir banlieue » : décision du CIV DU 20 juin 2008.
- Loi du 5 mars 2007 visant à réformer la protection de l'enfance et faisant de la prévention un de ses axes majeurs en travaillant notamment sur les difficultés éducatives parentales et la prévention des difficultés des enfants et des adolescents.
- Circulaire 2010-090 du ministère de l'Éducation nationale sur les internats de réinsertion scolaire du 29 juin 2010.

Textos

L'éducation prioritaire : bilan des RAR

Le ministère de l'Éducation nationale vient de publier le bilan national 2010 des réseaux « Ambition réussite » (RAR) créés en 2006 dans les ZEP les plus difficiles.

Ce bilan « encourageant [...] confirme la pertinence de l'éducation prioritaire » et d'une politique de territoire intégrant écoles et collèges. Il « reconnaît l'utilité des personnels supplémentaires affectés en RAR [et] valorise les pratiques innovantes et de travail en équipes de ces établissements ».

Le directeur de la DGESCO souligne, en introduction du bilan, les progrès accomplis en matière d'acquis des élèves, d'innovation pédagogique, de vie scolaire et rend hommage à l'engagement des personnels au sein des équipes.

L'ambition pédagogique qui définit les RAR repose notamment – comme le confirme le bilan – sur le travail en équipe, le développement des continuités école-collège, le co-pilotage des réseaux et le rôle important assuré par les enseignants supplémentaires (ou référents).

Cette dynamique pédagogique a aussi produit des effets sur le climat scolaire, dont le rapport note l'amélioration significative.

Le document conforte l'existence des RAR et de leurs projets et donne des perspectives positives de continuité pour les années à venir.

Pour autant, des questions importantes sont trop rapidement traitées ou demeurent sans réponse : l'engagement de moyens nouveaux pour répondre au défi de l'amélioration des apprentissages fondamentaux, la prise en compte des enjeux spécifiques au 1^{er} degré, une conception trop étroite de la fonction de coordonnateur d'éducation prioritaire et une sous-estimation des effets produits par l'assouplissement de la carte scolaire sur les collèges.

La question de la reconnaissance du travail des personnels (en particulier des coordonnateurs et professeurs supplémentaires en termes indemnitaires et de développement de carrière) et celle du statut prioritaire des RAR dans les politiques académiques méritent d'être prises à bras-le-corps et non au détour de formules assez convenues.

À la lecture de ce bilan, on peut s'interroger également sur la plus-value réelle que peut apporter le programme « Clair » à ce dispositif.

Association créée en 1990, l'OZP (observatoire des zones prioritaires), qui a pour objectif de favoriser les échanges et la réflexion sur l'éducation priori-

taire et plus largement sur la lutte contre l'échec scolaire et l'exclusion dans les territoires de la politique de la ville, s'est félicité de la sortie de ce document dont il avait demandé la publication à plusieurs reprises. Afin de poursuivre et de développer l'action des réseaux « Ambition réussite », il apparaît nécessaire à l'OZP que soient organisées des journées académiques des équipes des RAR pour qu'elles s'approprient le constat et échangent sur les progrès restant à accomplir.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la présence de deux adultes pendant la récréation

« Le nombre de maîtres chargés d'assurer la surveillance des élèves durant les récréations doit tenir compte de l'importance des effectifs et de la configuration des lieux. Il ne peut être inférieur à deux », indique l'article unique d'une proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale le 13 janvier 2011 par le député Éric Diard (UMP, Bouches-du-Rhône) et 18 autres parlementaires de la majorité.

Proposition de loi tendant à modifier le service minimum d'accueil dans les écoles primaires

Cette proposition de loi a pour objet d'obliger le personnel de la collectivité territoriale « à déclarer à son autorité administrative, au moins 48 heures comprenant au moins un jour ouvré, avant sa participation à la grève comme le prévoit l'article L. 2512-2 du code du travail pour le personnel enseignant ».

« Lorsque la grève concerne l'ensemble de la fonction publique, celle de l'État et des collectivités, le maire ne peut assurer le service d'accueil car le personnel communal censé assurer ce service dans les établissements est absent », fait valoir l'exposé des motifs. Aussi, les députés estiment que « cette disposition ne remettrait pas en cause le droit de grève, mais elle permettrait aux maires de pouvoir assurer le service d'accueil exigé par la loi, dans des conditions plus raisonnables ».

PISA 2009

Cette étude parue fin 2010 compare 65 systèmes éducatifs.

■ Synthèse

Corée, Finlande et Territoire de Shanghai sont les pays qui sont en tête du classement général cumulé sur les trois problématiques : lecture/compréhension, mathématiques, sciences.

D'autres pays ont fortement progressé tels le Portugal et l'Allemagne. France, USA et Allemagne se situent toujours dans la moyenne OCDE. L'écart entre les meilleurs et la moyenne OCDE représente un an d'étude (rappel d'une enquête sur les jeunes de 15 ans). Le groupe des élèves très performants (sur les 3 thématiques) représente 4,1 % de l'ensemble. Dans les meilleurs pays, il représente 14 %. Les filles l'emportent de façon générale sur les garçons (en moyenne : un an d'écart).

On constate une forte corrélation (mais non obligatoire) entre les résultats et les indicateurs : PIB, CSP, situation familiale, immigration. Le plaisir de lire est en déclin : il chute de 69 à 64 %.

■ Éléments contextuels

Les performances valorisent des pays qui affichent des établissements scolaires homogènes, avec une logique de parcours personnalisé.

Il n'y a pas d'écart entre le secteur public et le secteur privé. Les performances valorisent les établissements qui disposent d'une forme d'autonomie.

L'enseignement pré-primaire (maternelle) pour tous est un indicateur qui valorise les performances des pays.

Discipline : les jeunes de 15 ans considèrent à 80 % qu'ils apprennent dans un contexte sécurisé ; les chefs d'établissement considèrent qu'entre un élève sur trois à un élève sur cinq ne bénéficie pas d'un climat serein.

■ Cas de la France

L'étude confirme le rang moyen occupé par la France. Elle affiche un score élevé de corrélation entre résultats scolaires et CSP, ce qui signifie qu'elle ne corrige pas les inégalités sociales, à l'instar d'autres pays qui affichent de meilleurs résultats.

Rappel d'autres indicateurs :

PIRLS/Évaluation en CM2 : le groupe faible est très élevé, c'est-à-dire 32 % (moyenne OCDE : 25 %) et le groupe fort est faible, c'est-à-dire 17 % (moyenne OCDE : 25 %). Le nombre de lecteurs médiocres a progressé, passant de 15 à 22 %.

Relevé d'une enquête nationale sur les 18 ans : 80 % ont une bonne compréhension du langage, 20 % ont des résultats et la moitié d'entre eux : 10 %, sont illettrés ou à la limite de l'être.

■ Commentaires

L'enquête montre que depuis 10 ans et sa première édition, l'écart entre les mauvais élèves et les meilleurs se creuse. La France scolaire est plus que jamais inégalitaire.

Certains pays ont réformé leur système éducatif (Corée, Allemagne, Pologne, Hongrie). La France reste aujourd'hui dans l'immobilisme et aggrave sa situation avec la réduction des postes dans l'Éducation nationale et l'empilement des dispositifs sans effet.

■ Le droit à la scolarisation des enfants handicapés

Selon le Conseil d'État, ce droit est une liberté fondamentale qui comporte des limites.

Dans son ordonnance de référé du 15 décembre 2010 (n° 344729), le Conseil d'État énonce : « La privation pour un enfant, notamment s'il souffre d'un handicap, de toute possibilité de bénéficier d'une scolarisation ou d'une formation scolaire adaptée [...] est susceptible de constituer une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale [...] le caractère grave et manifestement illégal s'apprécie en tenant compte, d'une part de l'âge de l'enfant, d'autre part des diligences accomplies par l'autorité administrative compétente, au regard des moyens dont elle dispose. »

Bernard Toulemonde, juriste et inspecteur général honoraire, souligne que « cette ordonnance est intéressante à un double titre.

En effet, si elle affirme pour la première fois avec solennité que le droit à l'instruction constitue une liberté fondamentale, qui oblige les pouvoirs publics y compris à l'égard des enfants handicapés, elle pose aussi des limites à ce droit, qui n'est pas absolu ».

Le Haut conseil à l'intégration recommande de rendre obligatoire l'école dès trois ans

« Rendre l'école obligatoire dès trois ans pour permettre l'apprentissage de la langue française et la socialisation des enfants », telle est l'une des 50 recommandations du Haut conseil à l'intégration, dans un rapport intitulé « Les défis de l'intégration à l'école », remis au Premier ministre, en date du 28 janvier 2011. Dans un communiqué, François Fillon a demandé « à l'ensemble des ministres concernés de lui faire des propositions au vu des recommandations du HCI ».



L'évolution dans l'organisation du dispositif périscolaire à Reims

L'ensemble du dispositif périscolaire (accueil des enfants le matin, midi et soir les jours d'écoles) a fait l'objet en 2007-2008, d'un état des lieux, au travers d'enquêtes et de contacts, tant auprès des structures partenaires (École, Éducation nationale, associations socioculturelles et sportives) que des familles et des enfants eux-mêmes.

L'analyse des données ainsi recueillies, croisée avec les orientations du projet politique de la nouvelle municipalité sur la thématique Éducation, a amené la Direction de l'Éducation, à redéfinir le cadre et les modalités d'organisation des dispositifs périscolaires actuels.

Un groupe de pilotage, associant les directions ainsi que les adjoint(e)s et délégué(e)s concerné(e)s (Sport, Jeunesse, Petite enfance, Cohésion sociale, Culture, Éducation) a défini les nouvelles orientations d'organisation et de gestion des temps périscolaires et plus particulièrement de l'actuel service municipal d'accueil (SMA), afin de jeter les bases d'un projet éducatif périscolaire.

En septembre 2008, la situation était la suivante : un SMA créé en 1979 par la ville pour répondre essentiellement à un contexte économique et au besoin d'accueil des enfants de 16 h 30 à 17 h 45, une pause méridienne gérée par la caisse des écoles, tant pour la surveillance que pour la production alimentaire, un accueil le matin mis en place en 2008 pour les enfants de maternelles et d'élémentaires de 7 h 30 à 8 heures.

Si l'ensemble de ces dispositifs a été mis en place pour répondre aux besoins des familles, leur organisation et leur gestion étaient distinctes puisque portées par différents services, voire même par différents établissements, comme la ville (service Éducation : accueil du matin ; service Animation scolaire et périscolaire : SMA) ou la caisse des écoles (midi). Ils ne font donc pas l'objet d'une approche globale et ne prennent pas en compte les besoins de l'enfant.

À cette même période, la suppression du samedi matin dans le cadre de la réforme de l'École introduite par les programmes de juin 2008, la mise en place de l'aide personnalisée et de l'accompagnement éducatif sont venues impacter l'organisation mise en place sur les temps périscolaires.

L'objectif de la ville a été de se positionner comme partenaire éducatif en inscrivant les actions des différents services de la ville intervenant sur les temps périscolaires dans un projet éducatif partagé avec l'Éducation nationale, les familles et l'ensemble des partenaires. Ainsi, on met en cohérence l'ensemble des temps vécus par l'enfant à l'école dans le cadre des objectifs du projet de l'établissement et du projet périscolaire inscrit dans celui-ci, l'enfant/élève étant positionné au cœur de ces objectifs.

Pour cela, l'organisation des dispositifs mis en place sur les temps périscolaires a subi une évolution profonde avec :

- la mise en place d'un accueil le matin ;
- une organisation différenciée du temps périscolaire en maternelle et en élémentaire ;
- une professionnalisation des différents accueils.

L'accueil du matin

L'accueil le matin a été mis en place en septembre 2008 pour les enfants de maternelle et d'élémentaire de 7 h 30 à 8 h 20 du fait :

- de besoins d'accueil des enfants sur des temps courts ;
- du coût du mode de garde ;
- d'offre des services d'accueil identiques aux écoles privées.

La suppression du samedi matin a donc permis une réorganisation du temps de travail des ASEM qui assurent cet accueil dans les écoles maternelles.

Une organisation différenciée du temps périscolaire du soir en maternelle et en élémentaire

■ En maternelle

La réorganisation du temps de travail des agents spécialisés des écoles maternelles les fait intervenir pleinement sur les temps périscolaires et leur supprime les temps de ménage.

Ils ont ainsi été repositionnés comme les adultes référents tout au long de la journée de l'enfant et leurs compétences petite enfance ont été revalorisées.

Des possibilités de sorties des enfants échelonnées sur trois horaires (16 h 30, 17 h 00 et à partir

de 17 h 30) ont été proposées aux familles, afin de recentrer le dispositif périscolaire sur leurs besoins vis-à-vis du mode de garde et sur le respect des rythmes chrono-biologiques des enfants.

Par ailleurs, cette nouvelle organisation du SMA a permis d'augmenter la quotité de travail de certains personnels de la ville et/ou de la caisse des écoles intervenant sur ce temps.

■ En élémentaire

Un accueil garderie est organisé avec les mêmes horaires de départ échelonnés qu'en maternelle, avec reprise de l'enfant à l'école.

L'accueil passe par l'organisation d'activités selon deux possibilités :

- des activités dans l'école jusqu'à 17 h 45 ;
- des activités hors l'école avec une fin en fonction de l'activité et reprise des enfants, sur site, par les parents.

Une professionnalisation des différents temps d'accueil

Les différents temps d'accueil se professionnalisent à travers quatre aspects.

- Un transfert de la compétence animation de la pause méridienne de la caisse des écoles vers la Direction de l'Éducation, pour permettre une cohérence des différents temps périscolaire et une prise en compte des rythmes chrono-biologiques de chacun des enfants sur ce temps.
- Une implication des ASEM sur les différents temps périscolaires, comme dit précédemment. La présence et les compétences des personnels ASEM permettent :
 - d'instaurer un lien fort qui rassure les enfants et les parents sur les modalités d'accueil et qui facilite la transmission d'informations ;
 - d'assurer, par une bonne connaissance de l'enfant et de son contexte de vie, une prise en charge adaptée prenant en compte ses besoins, son rythme, surtout quand les ASEM sont présents le matin, sur la pause méridienne et au SMA.

- Elles suivent par conséquent intégralement le déroulement de la journée de l'enfant et peuvent, ainsi, adapter les modalités de leur prise en charge. Le temps SMA est essentiellement consacré à la prise du goûter dans le calme, suivi d'un moment de détente avant le retour à la maison.
- La création à terme de 50 postes d'animateurs coordinateurs des temps périscolaires, un par groupe scolaire, adjoint d'animation de la fonction publique territoriale, dans chaque groupe scolaire avec pour missions :
 - d'impulser les politiques éducatives municipales en temps périscolaire sur l'ensemble des temps dont la gestion est maintenant assurée en totalité par la ville (accueil du matin, animation du temps de midi, accueil du soir à partir de 16 h 30) ;
 - d'organiser l'accueil et l'ensemble des temps d'animation périscolaire ;
 - d'animer et coordonner les équipes d'animateurs en veillant à ce que les objectifs du projet pédagogique périscolaire soient respectés ;
 - d'assurer l'interface entre les différents acteurs éducatifs (écoles, partenaires associatifs, caisse des écoles et ville).
- Un seul service, qui procède au recrutement de l'ensemble des animateurs des temps périscolaires, permet une meilleure stabilité des équipes d'animation constituées à la fois d'enseignants, d'agents d'animation et de vacataires.

■ Quelques chiffres

Nombre d'enfants accueillis en moyenne par jour :

- accueil du matin : 800 enfants ;
- midi : 6 300 enfants ;
- soir : 5 500 enfants.

Dernier point : des dispositifs périscolaires gratuits pour les familles rémoises.

Par Ornella DEL GIUDICE.

Coordinatrice du réseau régional « Nord-Est » de l'ANDEV,

Directrice de la caisse des écoles de Reims.

Et May Line SAVOYE.

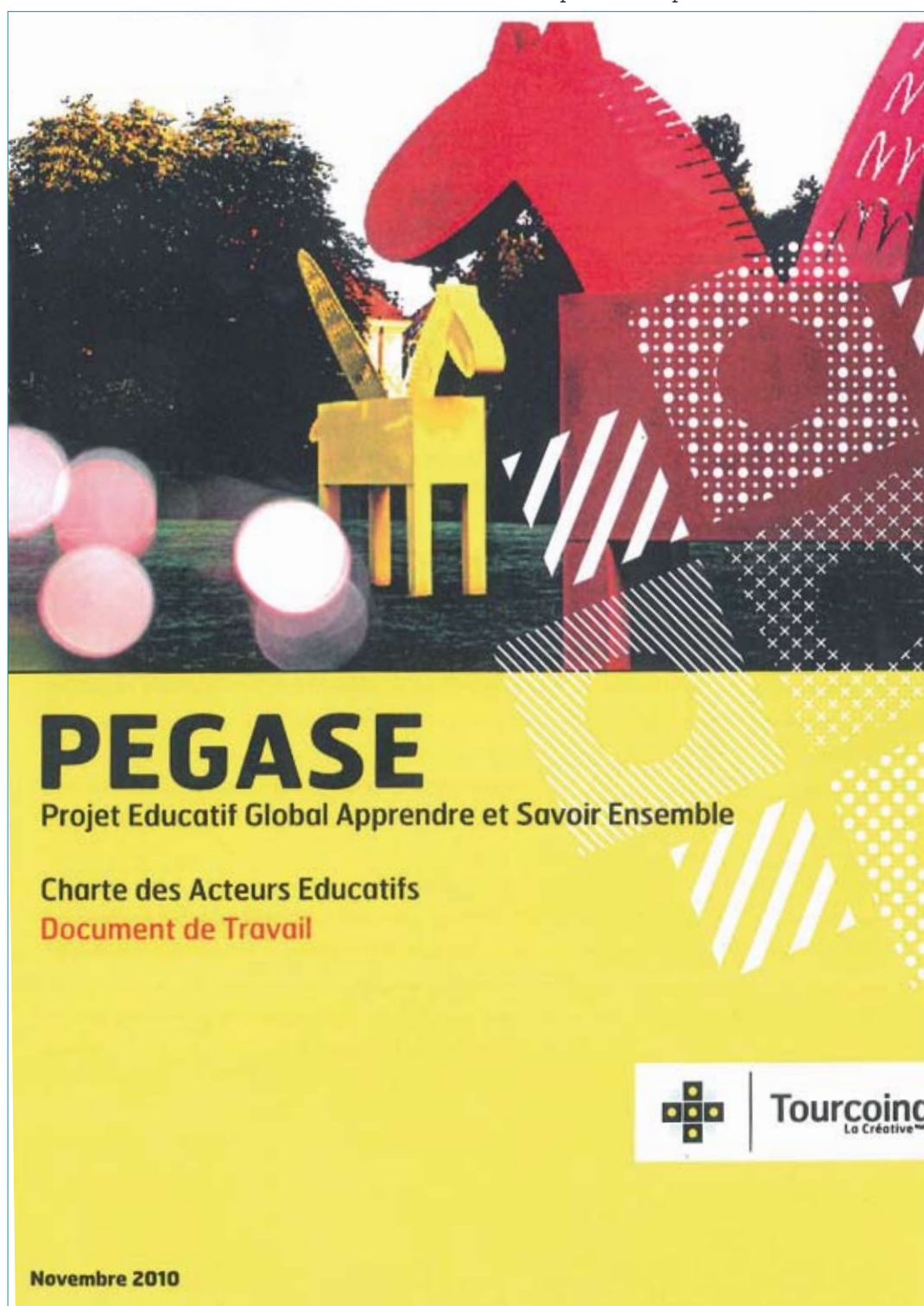
Chef du service Animations périscolaires de Reims.

La « Charte des acteurs éducatifs » du Projet éducatif global à Tourcoing

La ville de Tourcoing a présenté son Projet Éducatif Global (PEG) lors du conseil municipal du 16 décembre 2010.

La réflexion autour de ce projet éducatif global baptisé « PEGASE » (marque en cours de dépôt) – Projet Éducatif Global Apprendre et Savoir Ensemble –

a rassemblé pendant un an et demi près de 400 participants, représentant l'Éducation Nationale, le monde culturel, les associations, les centres sociaux, les parents d'élèves ou encore les acteurs de la politique de la ville. Le document est accompagné d'une « charte des acteurs éducatifs » qui fixe les champs de compétences de chacun.



CHARTRE DES ACTEURS EDUCATIFS

PREAMBULE

Le Projet Educatif Global PEGASE constitue le cadre de référence, formalisé et écrit, au sein duquel les acteurs éducatifs s'inscrivent pour exercer leurs missions et leurs responsabilités, de façon conjointe, cohérente et coordonnée, autour de principes fondateurs et d'objectifs communs, en direction et au bénéfice des enfants, des jeunes, des adultes, pour leur développement personnel et collectif.

Tout organisme ou toute personne souhaitant apporter sa contribution éducative et partageant les valeurs et les principes fondateurs de PEGASE devient un acteur éducatif.

La présente **Charte des acteurs éducatifs** annexée à PEGASE doit permettre la reconnaissance mutuelle du champ de compétences et du rôle de chacun.

A travers cette charte, **les acteurs éducatifs s'engagent** à travailler conjointement à la mise en œuvre de PEGASE et à apporter leur contribution à l'un ou à plusieurs des cinq chantiers prioritaires définis collectivement, dans le respect de leurs compétences et de leurs moyens respectifs sur le territoire de Tourcoing.

- **Créer un environnement éducatif favorable aux apprentissages et à l'épanouissement personnel** : en donnant toutes ses chances à chaque enfant et en lui permettant l'accès à la culture et à la connaissance du monde.
- **Favoriser la réussite des parcours scolaires et professionnels** : en donnant des outils pour mieux réussir sa scolarité, en permettant à chaque jeune de développer son projet personnel, en reconnaissant à chacun son potentiel à progresser et à se développer à tous les âges de la vie.
- **Développer la maîtrise de la langue française, des langues étrangères et des nouveaux moyens de communication** : en coordonnant toutes les initiatives sur le champ de la lecture et de l'écriture, en développant l'éducation à l'image et aux nouvelles formes d'écriture numérique.
- **Promouvoir la santé et le bien être pour chacun** : en sensibilisant les enfants et leur famille à l'équilibre alimentaire et aux bienfaits de l'activité physique, en coordonnant les initiatives dans le domaine de la santé, du bien être et de l'estime de soi.
- **Réunir les conditions d'accès et de pratique de la citoyenneté** : en permettant à chaque habitant, enfant, jeune ou adulte, de prendre conscience de ses droits et de ses devoirs, de s'approprier les espaces publics, d'apporter sa contribution à la vie de la cité.

LES VALEURS

Toute démarche éducative s'appuie sur des valeurs partagées. Après en avoir débattu, les partenaires de PEGASE ont retenu **six groupes de valeurs individuelles et sociales** :

1. La connaissance de soi et le respect de la vie
2. L'émotion et l'émerveillement
3. Le sens critique, la curiosité et la créativité
4. L'expression, l'ouverture et l'échange
5. La cohérence et la responsabilité
6. L'accomplissement, l'autonomie, la conviction et l'engagement

En complément de ces valeurs partagées, **trois notions importantes** ont été retenues :

1. La notion de plaisir, dans la mesure où l'individu et notamment l'enfant/le jeune ne doit pas voir comme une contrainte sans raison les dispositifs dans lesquels il peut être inscrit, mais y trouver un réel plaisir et si possible une passion à terme.
2. La notion de temps libre, dans la mesure où l'individu a un besoin physiologique de temps libre, de loisirs, d'activités non contraintes, de temps de rien.
3. La notion de réussite, dans la mesure où tout individu a le droit de s'épanouir, de réussir sa vie, au sens large et évolutif, c'est à dire que rien n'est jamais fini ou irrémédiable. Les partenaires reconnaissent également pour chacun, le droit à l'échec, dans le sens où l'on apprend parfois plus de ses échecs que de ses réussites, à partir du moment où l'on peut s'inscrire dans un parcours positif.

Toutes ces notions et ses valeurs ne s'appliquent pas toujours en totalité selon les contextes et les cadres d'organisation des actions. Les acteurs éducatifs ont aussi des valeurs spécifiques et des règles propres de fonctionnement. Ces règles doivent être connues et lisibles par tous car elles contribuent à la construction de l'individu. **La compréhension de ses droits et de ses devoirs par l'individu constitue un enjeu majeur de sa bonne intégration dans la société.**

LES PRINCIPES

Tourcoing est adhérente du Réseau national et international des villes éducatrices et partage à ce titre les principes et les objectifs de la Charte des Villes éducatrices. Son identité est interdépendante du territoire dont elle fait partie : la Communauté Urbaine de Lille, le Département du Nord et la Région Nord-Pas de Calais. Tourcoing est aussi ville limitrophe avec la Belgique et entretient des relations européennes, notamment à travers le réseau des villes jumelées.

PEGASE s'appuie sur **cinq principes fondateurs** qui serviront de trame à l'ensemble des actions :

1. Apprendre, échanger et enrichir la vie de tous les habitants
2. Étendre le droit fondamental à l'éducation en soutenant l'éducation formelle et informelle, en développant la formation tout au long de la vie
3. Promouvoir l'équilibre et l'harmonie entre identité et diversité culturelle
4. Favoriser la promotion sociale, individuelle et collective
5. Garantir les principes d'égalité entre toutes les personnes, de justice sociale et d'équilibre territorial.

En s'appuyant sur une **approche globale**, PEGASE permet d'éviter la juxtaposition de logiques qui, prises isolément, constituent des vérités générales et parfois antinomiques tels que le particulier et l'universel ou l'épanouissement individuel et l'imposition de règles. L'existence d'interactions entre les principaux partenaires en charge de l'éducation est primordial : les parents, le système d'éducation et de formation, le tissu associatif, social, économique, l'ensemble des acteurs éducatifs.

Le congrès de Nîmes 2011 : pistes de travail

Notre congrès en 2011 se déroulera à Nîmes du 30 novembre au 2 décembre, au centre Atria, à quelques centaines de mètres des arènes et à proximité de la gare. Il portera sur les effets des politiques éducatives sur la réussite scolaire.

Très rapidement, les pistes de réflexions suivantes ont été lancées pour les deux tables rondes :

- l'école et le lien social, le passage de la réussite scolaire à la réussite éducative (moyens d'actions, interactions..., aller de l'école vers le périscolaire), la question de la sectorisation scolaire comme outil, l'école comme un lieu de vie au sein de la commune (espace partagé, espace de vie, espace social) ;
- quelques marqueurs : réussite scolaire et collectivités territoriales, organisation du système public, sectorisation scolaire, place des familles, ruralité, références urbanistiques ;
- comment placer les valeurs de cohésion sociale au cœur des projets de développement éducatif ? ;
- politique de la ville, rénovation urbaine : quels leviers de transformation globale et durable ? ;

- réforme des collectivités territoriales : quels nouveaux modes de coopération pour relever les enjeux de cohésion sociale ? ;
- place des intercommunalités et des pouvoirs publics dans la conduite des politiques éducatives.

Plusieurs ateliers sont prévus :

- Soutien petite enfance (développement de l'enfant, lieux d'accueil...).
- Éducation et culture (attrait des espaces scolaires, fréquentation...).
- Éducation et sport (diffusion des valeurs sportives : différences, respect...).
- Éducation et handicap (moyens complémentaires pour assurer l'intégration, éléments de réussite pour l'intégration en milieu ordinaire...).
- Éducation et santé (lutte contre l'obésité, médecine scolaire...).
- Aménagement et territoire (cohésion sociale, formes d'habitat).
- Éducation et parentalité (implication des parents, rôle des parents).

La formation des acteurs de l'Éducation au cœur des préoccupations de l'ANDEV

Une formation sur le partenariat collectivités locales/Éducation nationale à l'INSET d'Angers

Depuis sa création en 1992, l'ANDEV, qui s'est toujours positionnée dans une dynamique de réflexion/action, œuvre pour la formation dans le domaine de l'éducation, à travers des interventions diverses au CNFPT, au sein des Instituts nationaux spécialisés d'études territoriales ou encore dans les réseaux d'élus ou de parents d'élèves, apportant ainsi son expertise professionnelle aux différents acteurs des territoires : les rythmes de vie de l'enfant, le droit à l'éducation, la place des parents et des familles dans les politiques éducatives, la co-éducation, les projets éducatifs locaux, etc.

Soucieuse de favoriser toutes les conditions nécessaires à la réussite éducative et scolaire et à la construction de l'enfant, l'ANDEV a, dans le cadre des rencontres interprofessionnelles du Réseau des écoles de service public, collaboré à l'édification d'une formation commune aux acteurs de l'éducation sur les enjeux du

partenariat Éducation nationale/villes dans le cadre de la co-éducation par le CNFPT et l'ÉSÉN. En effet, c'est au sein des territoires, sources du droit et de l'histoire de notre pays, dans lesquels coexistent et travaillent conjointement les acteurs locaux de l'Éducation nationale et ceux des collectivités territoriales et des associations, que se situe ce qui reste exemplaire du service public d'enseignement pour le 1^{er} degré.

Celle-ci s'est déroulée du 2 au 4 février dernier et a rassemblé une dizaine d'inspecteurs de l'Éducation nationale du 1^{er} degré et une quinzaine de responsables ou directeurs de services scolaires de toute la France. Ceux-ci se sont prêtés au jeu de l'expérimentation en acceptant d'échanger pour la première fois sur leurs missions et leurs attentes respectives ainsi que sur leurs problématiques souvent communes.

Les objectifs de cette formation étaient clairs, à savoir :

- connaître les grandes missions de l'Éducation nationale et des collectivités territoriales en direction des enfants et des jeunes ;

- définir les enjeux d'un projet éducatif partagé sur un territoire ;
- repérer les contraintes et les facteurs qui favorisent un travail en partenariat ;
- identifier les modes de coopération et les pistes de réflexion.

Frédéric Jésus, pédopsychiatre, vice-président de DEI France et compagnon de route de l'ANDEV depuis quelques années, a apporté sa contribution à cette rencontre, en rappelant que co-éduquer, c'est ouvrir, apaiser et rendre créative la « table ronde » des acteurs directement concernés par l'éducation des générations montantes. Alain Thirel, directeur du PEL a, quant à lui, évoqué le projet éducatif de Lille, élaboré en partenariat avec l'Éducation nationale. Rémi Prieur, directeur de l'Éducation à la Roche-sur-Yon et trésorier de l'ANDEV, a questionné l'articulation des rythmes éducatifs.

La réussite de cette première initiative dans l'organisation de formations communes des inspecteurs de l'Éducation nationale et des directeurs de l'Éducation était un vrai pari sur l'avenir de la co-éducation et suscite aujourd'hui l'espoir d'un partenariat équilibré et renforcé.

Ces rencontres seront pérennisées dans l'année et inscrites dans le catalogue des formations du CNFPT et de celui du Réseau des écoles de service public.

Au niveau national, notre ambition est de concrétiser un projet de convention CNFPT/ANDEV précisant le développement et la création des parcours de formation inter-partenarial pouvant concerner la formation initiale, universitaire et continue et faisant lien avec les syndicats, les élus, les organisations éducatives et l'Éducation nationale, complété par la coproduction d'événements sur les pratiques éducatives.

La conférence sur la pause méridienne du 9 février 2011, organisée conjointement avec le Réseau

français des villes éducatrices (RFVE), le CNFPT et l'ANDEV à la ville de Paris, en est un vivant exemple.

Nous avons aussi le désir de faire aboutir notre projet de création d'un observatoire des politiques éducatives locales pouvant capitaliser les pratiques professionnelles, la recherche-action, les innovations, les évaluations... nécessaire aux enjeux de société dans le domaine de la réussite éducative, scolaire et citoyenne pour tous.

C'est aussi à travers notre congrès annuel que nous questionnons les enjeux d'éducation d'avenir.

Nos relations avec le CNFPT au niveau territorial s'articulent avec les réseaux régionaux de l'ANDEV, qui invitent les responsables régionaux du CNFPT, échangent sur les thématiques éducatives et développent des journées thématiques et d'actualités, comme les Journées de Reims sur les rythmes scolaires les 12 et 13 mai prochain. Les membres de l'ANDEV participent en qualité de formateurs.

Au-delà, des formations s'instaurent aussi des relations privilégiées avec les élus des territoires, dans le cadre des réseaux constitués ; le Réseau français des villes éducatrices, mais aussi le collectif des maires adjoints de l'Éducation (Hauts-de-Seine) ou encore l'agence technique départementale 13 (Bouches-du-Rhône). Il en est de même dans nos interventions auprès des CRDP, notamment avec les Rencontres de l'Orme de l'académie d'Aix-Marseille (22-23 mars 2011) ou le colloque « Écriture et technologie » de l'académie de Nice (6-7 avril 2011).

Force est de constater que l'interface territoires/acteurs locaux de l'Éducation nationale est la spécificité de l'ANDEV. La grande question qui nous mobilise cependant, pour la période à venir relève des ajustements sur les parcours de formation à mettre en place, face aux empilements institutionnels inter-degrés.

La déclaration commune JPA/ANDEV sur les rythmes

La Jeunesse au plein air (JPA) s'intéresse depuis longtemps à la question des rythmes de vie des enfants et des jeunes. Elle est pleinement engagée sur ce sujet, avec son président François Testu, membre de la conférence nationale sur les rythmes scolaires instaurée en juin dernier par Luc Chatel.

La JPA a décidé de mettre en place une plateforme d'échanges sur les rythmes de vie des enfants et des jeunes entre ses membres, en parallèle des travaux menés dans le cadre de la conférence du ministère. Elle a souhaité, dans cette démarche, s'ouvrir à d'autres partenaires, dont l'ANDEV.

Dans un communiqué de presse daté du 6 janvier dernier, la JPA a exposé les propositions faites à l'issue de ses travaux, engagés dans le cadre du réaménagement du temps scolaire dans le contexte d'une éducation globale.

■ Année

- Accorder 2 semaines aux vacances d'automne.
- Alternier 7 semaines (plus ou moins une) d'école avec 2 semaines de vacances.
- Permettre à tous les enfants et à tous les jeunes d'accéder aux vacances et aux loisirs éducatifs en soutenant l'offre d'activités complémentaires de l'école et en aidant les familles.

■ Semaine

- Favoriser réellement l'organisation de la semaine scolaire sur 9 demi-journées et réfléchir aux conditions pour améliorer le fonctionnement des écoles.
- Proposer pour le 1^{er} degré 24 heures d'enseignement

par semaine, incluant toutes formes d'aide aux élèves. Toutes les activités d'apprentissage doivent être pratiquées sur le temps scolaire.

- Alléger la charge globale de travail personnel, notamment en améliorant les conditions d'enseignement.

■ Journée

- Mettre en place une structure d'accueil le matin et des activités ludiques, socioculturelles, sportives de qualité le soir après l'école, encadrées par des personnels qualifiés.
- Garantir une pause méridienne de qualité (durée et contenu).
- Aménager le temps scolaire journalier en tenant compte des temps forts et des temps faibles de vigilance.

Il ne s'agit ici que de premières propositions applicables à la rentrée 2011. D'autres réunions de la plateforme permettront d'élargir et d'approfondir les propositions et les actions.

FOCUS

La JPA

La JPA est une confédération regroupant 45 organisations (principaux syndicats enseignants, FCPE, organisateurs de séjours et formateurs, partenaires de l'école publique, organisations de jeunes, Réseau français des villes éducatrices...) qui défendent toutes l'existence de vacances et de loisirs éducatifs complémentaires des temps scolaires et familiaux.

Agenda

L'ANDEV au cœur de l'actualité éducative

Rapport REISS « Quelle direction pour l'école du XXI^e siècle ? »

L'ANDEV a réagi favorablement à la lecture de ce rapport et l'a fait savoir dans une interview parue dans la *Gazette des communes* du 11 octobre 2010. Ce rapport mentionne l'articulation des temps scolaires et périscolaires, le principe de co-éducation porté par le triptyque État, collectivités et parents, même si le vocable employé est « contrat éducatif » local et non « projet éducatif » local.

Rythmes scolaires

L'ANDEV poursuit sa réflexion. Il s'agit d'établir des diagnostics contrariants, d'étudier précisément comment le temps scolaire peut s'harmoniser avec le temps éducatif. Pour mémoire, l'ANDEV est signataire du texte de Bobigny qui condamne clairement la semaine de 4 jours. La Commission permanente s'accorde sur le fait que l'ANDEV a toute sa place pour mettre en exergue les éléments positifs relevés au travers des expérimentations.

L'ANDEV au cœur d'actions partenariales de formation

Séminaire de Reims

Cette année encore les réseaux « Nord-Est » et « Grand-Est » de l'ANDEV et la délégation régionale du CNFPT Champagne-Ardenne s'associent pour proposer une rencontre du réseau de professionnels sous forme d'un séminaire de 2 jours, les **jeudi 12 et vendredi 13 mai prochain à REIMS**.

Il est ouvert aux membres de l'ANDEV, aux responsables des services municipaux de l'Éducation, de l'Enseignement, des Affaires scolaires et des services Animation jeunesse du Nord-Est et Grand-Est ainsi qu'aux partenaires.

Il sera proposé de travailler cette année sur un sujet au cœur de l'actualité les « **Rythmes scolaires et la journée de l'enfant** ».

Du débat instauré par la conférence sur les rythmes scolaires, mise en place le 7 juin 2010, émergent des points qui font consensus :

– une volonté de changement quasi unanime ;

- le bien-être de l'enfant et ses apprentissages doivent se retrouver au cœur du débat ;
- l'évolution des rythmes scolaires doit s'engager dans une réflexion globale dépassant très largement les simples considérations d'organisation du temps qui touchera aussi au contenu des enseignements, à la manière d'enseigner, aux rôles et aux missions de tous les acteurs éducatifs y compris les collectivités territoriales, à la place faite aux partenaires.

L'importance de l'évolution de la société doit, elle aussi, être prise en compte : vie des familles, travail des parents, transports, implication des collectivités territoriales, temps libres.

Le constat est unanime : si la recherche des meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves doit guider les choix en matière d'organisation du temps scolaire, la réflexion doit cependant prendre en considération tous les temps, ceux de l'enfant mais également ceux des adultes, les espaces et lieux de vie où ces temps se déroulent, dans l'école et hors l'école.

Il faut élaborer des propositions visant à concilier temps de l'école, temps de la famille, temps du périscolaire et temps sociaux, en conjuguant les préconisations des travaux des scientifiques sur les rythmes biopsychologiques des enfants et les nouvelles réalités du travail, les nouvelles organisations familiales.

Une chose est certaine : quel que soit le cadre national qui pourrait être défini, la modification des rythmes scolaires aura de fortes répercussions sur la gestion quotidienne des collectivités territoriales qu'il faut anticiper.

Après une table ronde intitulée « Rythmes scolaires, quel cadre aujourd'hui ? », qui permettra de présenter le cadre national (s'il est défini) et la façon dont chaque partenaire de l'école le perçoit ou envisage sa mise en place, une étude sera faite, en groupe de travail, sur quels pourraient être demain l'organisation de la journée de l'enfant et son impact sur les collectivités territoriales.

Au travers d'exemples précis de collectivités ayant déjà mis en place un nouvel aménagement de la journée de l'enfant ou souhaitant le faire, l'analyse des différents retentissements pour les collectivités, sur la base d'une méthodologie de travail prédéfini, sera proposée : organisation, locaux, personnels, transports, financiers...

L'ensemble des modalités d'organisation et d'inscription sont accessibles en ligne sur les sites du CNFPT Champagne-Ardenne et de l'ANDEV.

Rencontre sur le thème de « La cour d'école »

L'ANDEV a été partenaire de la journée d'études « Acteurs de la vie scolaire » programmée à Nanterre le 16 mars 2011 autour de la problématique de l'aménagement des cours d'école (du technique au pédagogique).

Journée de réflexion sur la pause méridienne (RFVE, AMGVF et ANDEV)

L'AMGVF, l'ANDEV et le RFVE, en partenariat avec le CNFPT, la Fédération des maires des villes moyennes et la revue *Acteurs de la vie scolaire* ont proposé à Paris, le 9 février 2011, un séminaire de formation d'une journée sur la pause méridienne. Cette journée a disposé d'un agrément de formation via le CNFPT.

Rencontres de l'Orme les 23 et 24 mars 2011, Palais des Congrès de Marseille : « Communiquer, collaborer, pour apprendre ? »

Communiquer et collaborer à l'heure du numérique, c'est travailler ensemble et à distance : collaborer à la construction de savoirs, à une création commune ; mettre en œuvre des compétences entre pairs, dans la durée ; participer au débat citoyen.

Les organisations, l'école, l'entreprise affichent une volonté de développer et de tirer partie de l'approche collaborative et des nouvelles formes de communication, au service de l'éducation et de la formation.

Mais au-delà de la multiplicité des objets et des services existants (agendas en ligne, bases de données partagées, outils de communication, plateformes d'échanges...), quelle réalité et quelles potentialités pour des usages qui ne semblent concerner

qu'une petite communauté de passionnés ?

Y a-t-il une place pour une communication et une collaboration à visée humaniste ?

Quelles nouvelles pratiques émergent en faveur du développement des apprentissages et des savoirs, de l'accroissement de l'efficacité des organisations, de l'amélioration du vivre ensemble ?

7^{es} Rencontres nationales de l'Éducation intitulées « Du projet éducatif territorial au "territoire apprenant". Pour une éducation tout au long de la vie. »

Ces rencontres se tiendront à Rennes du 6 au 7 avril 2011.

Rencontres nationales PEL de Brest

La 4^e édition des Rencontres nationales PEL de Brest se déroulera les 15 et 16 novembre 2011.

Congrès de l'ANDEV

Le prochain congrès de l'ANDEV se déroulera à Nîmes les mercredi 30 novembre, jeudi 1^{er} décembre et vendredi 2 décembre 2011.

La Politique de la ville. Maîtriser les dispositifs et les enjeux

Par Emmanuel Heyraud



Les élus et professionnels sont aujourd'hui en butte, avec la crise, à de nouvelles demandes sociales, sur fond de montée des précarités, d'augmentation du chômage (en particulier des jeunes) et d'insécurité persistante dans les quartiers. Dans cet environnement dégradé, **la politique de la ville se situe au cœur des enjeux de mixité sociale et urbaine et d'un vivre ensemble à inventer**, au service de nouvelles solidarités.

Programmes ANRU, réussite éducative, internats d'excellence, écoles de la deuxième chance, contrats aidés, délégués du préfet, ateliers santé/ville, etc. : les dispositifs ne manquent pas dans la politique de la ville... mais **comment s'y retrouver ?**

À travers une **analyse pratique et détaillée** des dispositifs et des réformes en cours (gouvernance locale et nationale, RGPP, réforme territoriale et fiscale, Grand Paris, géographie prioritaire et DSU), ce manuel explique et précise le **cadre actuel d'intervention de la politique de la ville** et propose des **leviers d'action**, au service de **projets de territoires ambitieux, solidaires et durables**.

Emmanuel Heyraud est responsable de la politique de la ville, des politiques de l'habitat et de l'urbanisme à l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF). De 1999 à 2008, il a été chargé de mission à l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé).

Éditeur : Berger-Levrault – Collection : Pratiques locales

Date de publication : 21 octobre 2010

450 pages ; Prix TTC : 42 €

ISBN : 978-2-7013-1709-0

EAN : 9782701317090

Les Sociétés et leur école

Par François Dubet, Marie Duru-Bellat, Antoine Vérantout



Une vision commune voudrait que l'éducation scolaire contribue à créer des sociétés meilleures. Mais comment l'école aurait-elle la capacité quasi miraculeuse de transformer la société ? Plutôt que de croire ou non à ses vertus, les sociologues François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Vérantout ont cherché à comprendre, en comparant les sociétés et les systèmes éducatifs d'une trentaine de pays, par quels mécanismes et sous quelles conditions l'école affecte positivement la société. Ni le déterminisme fataliste de la simple reproduction sociale, ni le volontarisme héroïque d'une école capable de changer le monde ne résistent aux faits.

Comment les sociétés utilisent-elles les qualifications scolaires ? Quelle est *l'emprise* du diplôme sur l'emploi et sur la position sociale ? C'est de ce choix politique que dépend le rôle de l'école dans la société. Quand un pays considère que le diplôme doit déterminer strictement la position sociale, la lutte pour son obtention pèse lourdement sur le système scolaire, au détriment de sa dimension éducative et culturelle. « Trop d'école tue l'école. » À l'opposé, quand un pays croit moins à l'école, il développe d'autres systèmes d'accès à l'emploi, le jeu scolaire y est plus détendu, mais la société crée d'autres inégalités. C'est dans le jeu de ces deux mécanismes que se tiennent les différences entre les sociétés et c'est en agissant sur cette charnière que les politiques peuvent corriger les inégalités.

François Dubet est professeur à l'université de Bordeaux 2 et à l'EHESS. Dernier ouvrage paru : *Les Places et les Chances* (Seuil/La République des idées, 2010).

Marie Duru-Bellat est professeur à Sciences Po et chercheur à l'Observatoire sociologique du changement. Dernier ouvrage paru : *Le Mérite contre la justice* (Presses de Sciences Po., 2009).

Antoine Vérantout est ingénieur d'études au LAP-SAC-université de Bordeaux 2. Ses travaux portent sur les questions de travail et d'emploi.

Éditeur : Seuil – Collection : Essais

Date de publication : 26 août 2010

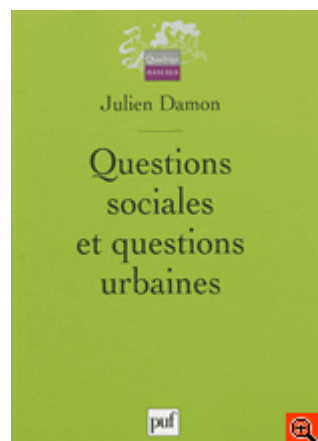
211 pages ; Prix TTC : 18 €

ISBN : 978-2-02-102009-0

EAN : 9782021020090

Questions sociales et questions urbaines

Par Julien Damon



Centré autour de deux principaux sujets que sont la pauvreté et la ville, l'auteur (1) « ré-interroge » brillamment les rapports unissant questions sociales et questions urbaines ; et plutôt que de revenir sur un débat paraissant dépassé pour l'auteur quant à savoir si « le social déterminait le spatial (et inversement) », il prend

le parti d'accorder un « intérêt particulier à la place des institutions, la dimension cognitive des politi-

ques publiques et à la rationalité de tous les sujets engagés dans l'action ». L'auteur focalise ainsi son attention ainsi aussi bien sur les SDF, les habitants des bidonvilles que sur les différents acteurs des politiques familiales ou de l'urbanisme.

L'ouvrage est composé de trois grandes parties traitant successivement des « SDF au confluent du social et de l'urbain », des « politiques familiales et de la justice sociale » et de « l'urbanisation et des politiques urbaines ».

Diplômé de l'ESCP, docteur en sociologie et professeur associé à Sciences Po (master d'urbanisme), **Julien Damon** est déjà l'auteur de plusieurs ouvrages dont un Que Sais-je concernant les politiques familiales (2006).

Éditeur : PUF – Collection : Quadriges Manuels

Date de publication : 18 août 2010

369 pages ; Prix TTC : 20 €

ISBN : 978-2-13-058135-2

EAN : 9782130581352

La Communale

Édition de L'ANDEV
Ville de Dunkerque,
Direction de l'Enfance et de
la Jeunesse, Résidence des
3 Ponts, BP 6537,
59386 DUNKERQUE Cedex 1
Tél : 03 28 26 26 60

Directrice de la publication
Anne-Sophie Benoit

Rédaction
ANDEV, Résidence des
3 Ponts, 59386 DUNKERQUE

Comité de rédaction
Anne-Sophie Benoit,
Janine Bouvat,

Pierre Chartier,
Patrice David,
Odile Giresse

Maquette - Réalisation
Atelier graphique CNDP

Imprimerie du SCÉRÉN-CNDP
Téléport1@4 BP 80158 86961
Futuroscope Cedex

ISSN en cours

Dépôt légal mars 2011

